

Echos de la "Mhollandie"

Posté le : 21 octobre 2013 12:27 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Humeur, Attitudes, Histoire économique récente, Fiscalité

Nous cherchons toujours à donner en temps réel des notes d'ambiance. Plusieurs années après, on a oublié ce qui agissait l'opinion publique. Un "instantané" est intéressant à relire quelques années plus tard.

Ce qui ressort des conversations, des commentaires et des études témoigne toujours de la même colère : les secteurs publics protégés abusent et continuent d'abuser sans vergogne, les politiciens continuent de dépenser à tout va par idéologie ou clientélisme. Pendant ce temps là le secteur privé, soumis à des concurrences inégales compte tenu du poids des contraintes et des charges qui pèsent sur lui, se délite, avec un accroissement phénoménal des faillites et la destruction de centaines de milliers d'emplois, pendant que tous ceux qui contribuent encore à la réussite du pays sont ratiboisés par un fisc obsédant et sans pitié, chargé de voler l'épargne et le revenu des actifs pour satisfaire le complexe syndicalo-administrativo-politicien.

Le terme de Mhollandie, repéré sur un site WEB est assez juste : il symbolise assez bien le mélange de mollesse et de comportement de mollah qu'exprime la politique de M. Hollande.

Le vol fiscal est tel que la haine commence à affleurer dans les propos. Les Français ont compris que l'impôt confiscatoire n'est pas le fruit d'une nécessité nationale mais la conséquence d'un laxisme ou d'une volonté idéologique de prédation, quand il n'est pas la conséquence d'un abandon de souveraineté désastreux qui, en interdisant d'interdire, rend toute solution impossible.

Depuis septembre 2013 un tabou a sauté : les partis politiques et les télévisions évoquent le "ras le bol fiscal" des Français. La spoliation fiscale, appelée aussi répression fiscale, est telle qu'elle est devenue un thème électoral. Nous avons synthétisé ci-dessous une vingtaine de propos, d'articles, de commentaires radio ou télévisés du même jour, qui marquent bien ce qui est dans la tête des Français ou de l'opinion publique telle qu'elle s'exprime.

"La France a cette caractéristique d'être gouverné par des fonctionnaires. M. Hollande, le Président, fils de bourgeois "fasciste", selon la phraséologie de son camp, n'a jamais travaillé. Pour se dédouaner de ses origines, il adhère, étudiant, à la version communiste de l'Unef. M. Ayrault, le premier ministre, est un professeur d'allemand du secondaire, nourri au christianisme marxiste. M. Eckert est un fils de brigadier de gendarmerie qui ne s'est toujours pas remis d'avoir eu l'agrégation de mathématiques et qui, lui aussi, est un prof du secondaire. En tant que président de la Commission des finances de l'assemblée, il fait la pluie et le beau temps sur le budget. Visage lourd, esprit balourd, il porte la haine hargneuse sur son visage de socialiste vautour à tête de veau. Une seule certitude l'habite : il faut casser du bourgeois avec la Kalachnikov fiscale. Tout "avantage" qui baisse l'impôt des "riches" est une horreur. Le quotient familial : à supprimer pour les riches. L'exonération des biens culturels de l'ISF ? Un cadeau aux riches. Les facilités données à l'emploi domestique ? Un super cadeau fait aux bourgeois esclavagistes. L'assurance-vie : encore un cadeau excessif. La justice fiscale, c'est quand il n'y aura plus de riches. L'impôt n'a qu'une seule fonction : détruire la bourgeoisie. C'est bien la fonction que Marx assignait à la progressivité."

"Hollande a multiplié à la fois les impôts et les subventions démagogiques. Sans réflexion sur les

conséquences mais avec une cohérence venimeuse. Ce gouvernement de nullités hargneuses est quelque-part entre une Zazie, cette délicieuses peste qui voulait "faire chier les mômes", ici les "bourges", et un débile de cellule qui ne voit son engagement que dans la haine de l'ennemi social. Ils veulent que leur passage crée des situations "irréversibles". Aucune idée du bien collectif sinon qu'il faut collectiviser les biens. "Savonarole", "Talibans", "Chemises roses", "Khmers verts", pour reprendre les quelques noms d'oiseaux que leurs excès leur valent un peu partout, ils ont toujours la bave aux lèvres dès qu'il faut parler de la droite (prononcer droâââte avec une moue de mépris) et considèrent qu'ils sont là pour faire le ménage dans les avantages honteux que le capital abusif et ses servants ont arraché au peuple, tout en servant les parties de la population que la bourgeoisie est censée exéquer : les homosexuels, les drogués, les condamnés multirécidivistes, les Roms, les beurs..."

"La crise n'a pas été pour eux un problème mais une opportunité : on pouvait utiliser l'impôt sans limite à des fins de destruction sociale et de construction du paradis socialiste."

"Après 18 mois de folie et deux budgets d'agression fiscale, les résultats commencent à se faire sentir. La sourde colère contre la répression fiscale qui mine la société française depuis longtemps déjà est désormais dans le domaine public. Elle a conduit à l'exil nombre de "riches", pas si heureux que cela de se voir taxer entre 80 et 200% de leur revenu en attendant de se faire rafler une lourde part de leur patrimoine ! Les médias, jusqu'ici, tentaient de cacher la spoliation fiscale en criant par la voix de quelques gugusses embossés dans le "service public" des "vive l'impôt" aussi vibrants qu'hypocrites (ces socialistes de medias gagnent souvent plus 50.000 Euros... par mois !). Les invités de gauche, toujours majoritaires dans les débats des chaînes publiques, tentent toujours et encore, de justifier la dépense publique (productive, nécessairement productive) en se cachant derrière les infirmières et les agents de police. Cela ne marche plus. Quand un Vauzelle défraie la chronique par l'emploi fréquent, voire systématique, d'un hélicoptère pour ses déplacements, que partout l'argent public sert de petits intérêts au nom des grands principes, que le clientélisme outrancier a supplanté la recherche du bien commun, il est difficile de se cacher derrière son petit doigt social."

"L'hyper-fiscalisation française est le premier moteur du vote extrémiste. La DGI est l'agent électoral de la petite entreprises familiale lepéniste. Même cette sonnette là n'est pas entendue."

"Alors la révolte commence à gronder. Et ces Messieurs n'ont plus qu'à lâcher des subventions pour calmer le jeu. La subvention d'aujourd'hui est le chômeur et/ou le spolié fiscal de demain. Une vis sans fin vers l'abîme."

Un commentateur d'une radio du matin a fait, ce jour, exaspéré, la liste des gratifications nouvelles semées à tout vent par M. Hollande ou M. Ayrault.

"J'ai calculé que tout cela, décidé en moins d'une semaine, représentait plus d'un milliard d'Euros de dépenses nouvelles."

M. Eckert, lui, a expliqué sur plusieurs média, qu'il fallait mettre les riches à la diète en supprimant "tous les immenses avantages" qui leur ont été concédés abusivement. "Toutes les prestations devront être sous conditions de ressources et tous les impôts, quels qu'ils soient, rendus fortement progressifs. Si on le suit, les "riches" paieront plus pour des prestations qu'ils ne toucheront plus".

"Un mur infranchissable sera ainsi dressé entre une France qui paie et une autre qui reçoit. Pourquoi infranchissable ? Parce que le passage de la catégories des pauvres aidés à celle de cochon de payant, 100% pur porc, sera tellement couteux et difficile que les bénéficiaires ne tenteront jamais de franchir l'obstacle".

Ce même jour, les médias et la gauche mobilisés contre l'ambitieux Valls, montaient en épingle l'expulsion d'une famille Rom, les Dibrani, couple avec 5 enfants, entré clandestinement en France

et expulsé après épuisement de tous les recours.

Écoutons la rumeur qui gronde :

"Personne, parmi les politiques, n'a songé à calculer ce qu'une telle famille, logée, nourrie, vêtue, soignée, éduquée, assistée juridiquement, a coûté aux Français. Les estimations faites sur différents sites, vont de 30.000 à 50.000 euros par an. C'est donc un séjour à 100 ou 150.000 euros qu'ils ont réussi à faire payer aux Français. Pas mal ! Le nombre de famille Kosovars actuellement en demande de statut de réfugié, est de 2.084, soit une dizaine de milliers de personnes. Deux à trois cent millions d'Euros à obtenir des imposables français, soit environ l'impôt sur le revenu du million de Français au plus bas de l'échelle fiscale. Et M. Hollande vient d'accepter le même jour d'accueillir 6.000 Syriens. Encore 200.000.000 d'Euros à prévoir."

"Les Français qui travaillent commencent à se lasser des prélèvements et crient : "des sous, Hollande" ! Mais il a tout piqué et tout dilapidé. Il n'a plus rien à prendre dans les poches des Français"

"Les pompiers viennent d'obtenir quelques sucettes. Florange aura un institut de recherche sur une sidérurgie qui a quitté les lieux."

"Hollande a réussi à se mettre à dos la Bretagne, dont le conversion de la démocratie chrétienne au socialisme rosâtre de rosaire avait permis le succès du PS en région. De taxes en taxes et de règlements excessifs en règlements abusifs, les filières agro-alimentaires font faillite. 3000 salariés au chômage cette semaine ; dix mille personnes à la gamelle publique et... 15 millions d'euros versés en urgence".

Tout d'un coup, les medias se mettent à réfléchir, sous la pression de ces événements lamentables :

"C'est la faute à l'Allemagne ! Elle n'a pas d'enfants et fait venir dans les pays de l'est allemand, en reconversion d'années de communisme destructeur, des roumains travailleurs aux conditions roumaines pour exécuter les tâches nécessaires à l'élevage et à la transformation du cochon. Et l'agro-business breton, en perte de compétitivité, s'effondre. "

"En France, on préfère vénérer des Roms kosovaro-je-ne-sais-quoi, comme le prouvent des scolaires manipulés et encadrés par les associations et les syndicats de gauche, stimulés en sous-main par quelques barons socialistes désireux de couper l'herbe sous le pied du Ministre de la parole intérieure. Que Walls valse ! Et il faut bien former les futurs leaders du PS de demain".

"La France a choisi, en élisant le sieur Hollande, de perdre son leadership dans le vin : nous sommes désormais dépassés par l'Italie et l'Espagne. Son leadership dans la filière porcine s'évanouit : nous sommes dépassés par l'Allemagne. Dans le poulet, il y a longtemps qu'on a laissé le champ libre au Brésil ; etc. "

"La Berezina n'est pas seulement industrielle ou agricole. Nous battons les records de dépôts de bilan et de liquidations judiciaires dans tous les secteurs et même les services! "

"Surtout, ne touchons pas aux vaches sacrées ! Les régimes spéciaux qui bénéficient aux employés et aux cadres grassement rémunérés d'EDF sont totalement abusifs. L'abus résulte du chantage exercé par les syndicats de ce monopole longtemps de droit, aujourd'hui de fait, contre la nation. L'exemple même d'une abjection anti-démocratique, antisociale et antiéconomique".

"On sait que le régime spécial des salariés d'EDF a été intégré dans la CNAV. Le surcoût des avantages phénoménaux concédés aux retraités de cette entreprise devait être compensé par l'Etat. Il manque selon la Cour des Comptes 1.300.000.000 d'Euros ! Les privilèges sont donc payés par les plus pauvres retraités. Les humbles qui reçoivent en retraite moins que les minima sociaux sont mis

à contribution pour fournir aux maîtres-chanteurs le droit exorbitant de partir à la retraite à 55 ans, avec 75 à 80% de leur dernier salaire, contre 40 à 50% pour les salariés du privé, dont on prend pour assiette la moyenne des 25 dernières années. Quand ce ne sont pas les autres retraités, ce sont les usagers qui paient, quelque soit leur revenu : la CTA est une taxe sur la consommation spécialement conçue pour financer les privilèges de retraite des maître-chanteurs.

Et ce n'est pas tout. Le Comité d'entreprise se voit affecter 1% du chiffre d'affaire d'EDF ! Les coûts pétroliers se sont envolés et avec eux la prime, qui dépasse tout ce qu'on peut imaginer. Rappelons que cette prime temporaire était la contrepartie d'un avantage donné aux emprunteurs nationaux. L'avantage aux épargnants a disparu depuis des lustres. Sa contrepartie perdue et elle n'est plus la contrepartie de quoi que ce soit".

"La Cour des Comptes a montré que le Comité d'entreprise, incontrôlé, gérait ces sommes principalement pour le compte des syndicats et du Parti Communiste. La CGT a été renvoyée en correctionnelle pour une gestion glauque qui a entraîné, en plus des 500.000.000 d'Euros par an de subvention, 150.000.000 d'euros de pertes. Détournements de fonds et abus divers, comme dans tous les CE des entreprises publiques, sont la grande règle, jusqu'ici en toute impunité comme il se doit. La délinquance en col rouge ne pose aucun problème aux juges qui dressent des "murs des cons". Attendons le jugement ! "

"Les gouvernements auraient pu prendre des mesures simples pour mettre fin à ces avantages démentiels. Il faut voir qu'aux taux actuels de prélèvements, le revenu marginal taxable qui permettrait en net de disposer de 14% de revenu net en plus comme pour GDF, entre CSG et IR, serait de 25% supérieur au salaire effectif. Au lieu d'accorder que l'âge de la retraite EDF passe de 55 à 57, en 2023, date à laquelle la retraite à taux plein pour de nombreux Français sera à 67 ans, il aurait pu établir une trajectoire de rattrapage qui fasse converger les dates en dix ans au lieu de maintenir l'avantage relatif. Pour le 1% scandaleux, plusieurs mesures graduées auraient pu être prises. La plus simple est la fiscalisation de l'avantage. On aurait pu compter la CSG à 15,5% et un forfait fiscal global à 30%. L'Etat aurait récupéré 45.5 des sommes abusivement distribuées. Variante, l'avantage imposable des bénéficiaires aurait été calculé au prorata des salaires et ajouté à leur déclaration de revenu (+7% pour EDF et +14% pour GDF en moyenne). Là on serait à près de 50% de rattrapage. Une autre presque aussi facile à mettre en œuvre est le plafonnement de l'avantage. On donne une norme unique pour tous les CE, par exemple un plafond de 2% de la masse salariale. On peut aussi et plafonner et fiscaliser. Ou supprimer totalement l'avantage en sachant que les avantages en nature (les tarifs électriques hyper-favorables : autour de 10% de la valeur normale et mille autres avantages, notamment le logement) coûtent déjà près de 200.000.000 Euros. Evidemment, des gouvernants qui n'ont que le mot justice sociale à la bouche, n'en ont rien fait malgré les objurgations de la Cour des Comptes. Les tarifs d'EDF explosent. Il est vrai que les rémunérations y grimpent à un rythme double de celui connu dans l'industrie et le commerce privée."

" Les fonctionnaires locaux ne sont pas affectés le moins du monde par la crise. On a vu, globalement, leur taux d'absentéisme progresser et dépasser les 20 jours par an. Le laxisme complet des municipalités et des régions, en matière de gestion du personnel coûte à la Nation près d'un milliard d'Euros. Mais les centaines de milliers de fonctionnaires recrutés, prétendument pour assurer les fonctions décentralisées (il n'y a eu aucune réduction d'effectif en central) , sont un gaspillage pire encore. Ce sont des milliards d'Euros à prévoir pour nourrir cet excédent inutile de "Jean-foutre". Le calcul n'est pas difficile à faire : en moyenne 60 ans de versement d'un coût de 50.000 euros par an et par fonctionnaire. $700.000 \times 60 \times 50.000 = 2.100$ milliards d'Euros. On est riche en France ! Le record est à Paris. Delanoë a recruté 15.000 fonctionnaires de plus pour une ville déjà totalement équipée, qui dispose maintenant de 55.000 employés municipaux là où 20.000 suffiraient selon les normes internationales. Naturellement la croissance de l'impôt foncier parisien a été gigantesque, le double d'une moyenne nationale déjà excessive. "Et je ne m'excuse pas" a

déclaré cyniquement le satrape rose."

"On a organisé le temps des scolaires rendus libre par la réforme Peillon en mettant en place des "activités périscolaires" au nom ronflant mais au contenu débile. Mon enfant a désormais un cours de "nutrition". J'en suis à mon troisième dessin de carotte !"

Ainsi va la France en ce chaud mois d'octobre 2013.

Nos enfants apprécieront.

A l'étranger, notre cote remonte fort, comme le montre cette caricature qui vient de nos amis Suisse.

Il s'est passé, pour la France, une véritable rupture d'image dans le monde et un rejet inédit du politique en général et du politique socialiste en particulier. L'ampleur de la colère et du rejet est devenu une variable économique importante.